

Le forum de Davos constate le discrédit des gouvernants

Genève :
de notre correspondant
Laurent Mossu

Les institutions démocratiques ont perdu la confiance de deux citoyens sur trois. Ils sont encore deux tiers à affirmer que les Etats ne sont en aucune façon gouvernés selon la volonté du peuple. Les résultats d'un sondage à grande échelle effectué pour le World Economic Forum (WEF), les initiateurs du célèbre symposium de Davos, ont de quoi inquiéter.

Ils témoignent d'un terrible désenchantement face au monde politique et aux milieux des affaires. Les récents scandales, financiers et autres, ont profondément altéré les relations entre la population et leurs dirigeants. Les grandes compagnies internationales sont jetées dans le même sac. Désormais on doute de leur sincérité et des objectifs affichés. La confiance a fait place à une méfiance extrême qu'il sera difficile de surmonter.

Ce fossé largement creusé constitue le grand défi de l'année 2003, explique le professeur Klaus Schwab, président fondateur du WEF. Jamais au cours des trente dernières années le problème ne s'était posé avec une telle acuité. La cassure entre la

société et les institutions censées organiser la vie est telle qu'il faudra un effort considérable et de longue haleine pour rétablir les choses.

C'est l'institut Gallup qui a mené l'enquête pour le compte du WEF. 36 000 personnes ont été interrogées de juillet à septembre 2002. Les interviews se sont déroulées lors de contacts conduits face à face ou au téléphone. La méthodologie retenue fait dire que les avis exprimés représentent au bas mot ceux de 1,4 milliard de citoyens. Ils ont été appelés à dire ce qu'ils pensaient de l'action de 17 institutions.

Ne trouvent grâce aux yeux des sondés que l'Organisation des Nations unies et... les forces armées. S'agissant des ces dernières, Gallup estime que les actes de terrorisme commis aux quatre coins du globe et les guérillas en cours expliquent en grande partie cette réaction positive. Les organisations non gouvernementales, notamment celles travaillant dans l'environnement et le social, tirent en partie leur épingle du jeu. De même que les églises et les institutions religieuses.

Tout le reste, à peu de chose près, est jeté aux orties. Les gouvernements, les Parlements, les syndicats, les médias, le système juridique, éducatif, le Fonds monétaire, l'Organisation mondiale du

commerce, les transnationales, sont balayés. Les critiques sont sans appel et ne laissent place que très rarement à la nuance. Quelques voix s'élèvent pour défendre le FMI et surtout l'OMC, 44 % des personnes interrogées vantent son utilité et son travail - qui finalement sauvent les meubles.

Ces sévères jugements sont d'autant plus graves qu'il n'existe pratiquement plus aucun relais crédible pour faire passer de nouveaux messages et redresser la barre.

Un examen attentif de l'étude montre que la sévérité à l'encontre des gouvernements est particulièrement forte. Ils sont accusés par une large majorité (66 %) de travailler contre la volonté des citoyens. Il ne se trouve que 29 % des sondés pour leur rendre hommage.

Le Parlement est l'institution la plus discréditée. Plus de la moitié des sondés expriment un avis négatif. C'est au Moyen-Orient et en Asie Pacifique que la critique est la plus dure avec des rejets de l'ordre de 82 et 63 %. Les responsables du World Economic Forum estiment qu'une action collective est nécessaire pour rétablir dans les meilleurs délais les ponts entre les citoyens et les organes appelés à gérer et faire avancer la société.